

### Denrées alimentaires—Comité

des problèmes croissants d'alimentation. A mon avis, nous commençons déjà à être aux prises avec ces problèmes.

Selon moi, il y a deux aspects dont il nous faut tenir compte dans le cas des problèmes d'alimentation à l'échelle mondiale. En tout premier lieu, il y a le nombre croissant d'êtres humains qui peuplent la terre. On nous dit que la population mondiale va doubler d'ici 33 ans, qu'elle croît au taux de 2.1 p. 100 par année, et que le taux exponentiel d'accroissement nous donnera une population d'environ 7 milliards vers la fin du siècle, tandis qu'en 1970 elle était de 3.6 milliards. On nous dit que même le taux d'accroissement s'accroît. Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, notre taux de croissance était d'environ 0.3 p. 100; aujourd'hui il est de 2.1 p. 100. Il s'agit donc d'un problème d'envergure. Il n'est pas aussi grave dans les pays comme le Canada où le rythme d'accroissement de la population semble se stabiliser quelque peu, mais il est très aigu dans plusieurs pays du monde où la population s'accroît toujours à un rythme de plus en plus rapide.

Il existe un autre problème: celui des pays riches où la demande de denrées alimentaires grandit à l'excès. Les exigences alimentaires des pays riches sont donc un facteur important. J'espère que le comité étudiera le problème en tant que problème mondial, qu'il tiendra compte de l'accroissement de la population mondiale, et qu'il jettera un coup d'œil sur les demandes excessives des pays riches sur les approvisionnements alimentaires.

• (1520)

J'aimerais faire une ou deux suggestions au comité à titre de solutions possibles. Le Canada, sous la gouverne de l'actuel premier ministre (M. Trudeau) et de son gouvernement, s'est acquis une excellente réputation dans les milieux internationaux. Monsieur l'Orateur, le Canada est l'un des principaux producteurs de produits alimentaires. Ce serait une excellente chose si, en tant que nation, nous prenions l'initiative de présenter le problème à la communauté mondiale, si nous proposions une conférence mondiale sur la disette dans le monde semblable à la conférence sur l'environnement tenue en Suède le printemps dernier, à laquelle nous avons donné notre appui. Deuxièmement, monsieur l'Orateur, je propose que le comité examine bien le ravitaillement. Je suis persuadé qu'il y a eu au Canada un trop grand exode de cultivateurs vers les villes. J'ai l'impression qu'il reste certaines terres arables au pays qu'il y aurait lieu de mettre en culture pour renverser cette tendance.

Je suis également persuadé qu'en tant que pays prospère nous n'avons pas fait l'effort voulu pour développer de meilleures sources de produits alimentaires dans les pays pauvres et non industrialisés. La production de denrées alimentaires dans ces régions n'a pas augmenté comme elle aurait dû le faire en partie parce qu'on avait vu trop grand étant donné le mode de vie de ces populations. Il faut rechercher des méthodes plus efficaces. Dans les pays non industrialisés, au cours des dix dernières années, la production de denrées alimentaires par tête n'a pour ainsi dire pas changé. En Amérique latine, en Asie et en Afrique, la courbe est restée à peu près la même, bien que je constate qu'il y a eu un fléchissement depuis deux ans. Nous ne favorisons pas l'augmentation des approvisionnements de denrées alimentaires dans ces régions.

Troisièmement, je soutiens que dans tous les pays du monde, les plus riches y compris, on a besoin de beaucoup plus de renseignements sur la valeur nutritive des ali-

[M. McRae.]

ments. Il reste fort à faire pour substituer des aliments peu coûteux à d'autres qui sont chers. Voilà un autre aspect que le comité pourrait examiner.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, je répète que je suis en faveur de l'établissement de ce comité car, à mon avis, il est temps de cesser de chercher des solutions simplistes à des questions des plus complexes. Ce comité nous donnera l'occasion de commencer à comprendre la complexité de la pénurie mondiale d'aliments. Le comité ne devrait pas se contenter de recommander une solution simpliste. J'espère qu'il s'attaquera au problème de plusieurs côtés à la fois.

**M. Stan Shellenberger (Wetaskiwin):** Monsieur l'Orateur, étant donné que je suis l'un des plus jeunes députés à la Chambre des communes, je suis très heureux de prendre la parole, même si je suis encore quelque peu idéaliste et je souhaiterais que les députés cessent de parler, comme certains néo-démocrates et d'autres personnes l'ont fait, et que nous abordions immédiatement certains de ces problèmes.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Le vote!

**Des voix:** Bravo!

**M. Shellenberger:** Monsieur l'Orateur, je voudrais me joindre à d'autres députés pour vous féliciter de votre élection au poste élevé que vous occupez, et féliciter aussi monsieur l'Orateur adjoint de son élection.

Selon moi, le premier ministre (M. Trudeau) ne propose rien de neuf avec cette enquête sur les prix des aliments. En réalité, le gouvernement dont il faisait partie en 1966 a tenté un effort suprême dans le même sens pour reprendre en main une situation qui lui avait évidemment échappé. Il s'agit, à mon avis, d'un acte désespéré, d'un aveu que les politiques fiscales et économiques du gouvernement ont été un échec, un désastre pour tous les Canadiens, une calamité pour le petit commerçant, la ruine pour l'agriculteur, et quelque chose d'inexplicable pour le public en général. Le grand public dans on ahurissement subit son sort et attend l'occasion d'exprimer son opinion par la voie du scrutin; il a déjà donné cette opinion le 30 octobre dernier, mais celle-ci a été légèrement infléchie par le député de York-Sud (M. Lewis). J'estime que ce jugement sera rendu de nouveau dans quelque temps.

Admettant l'échec de la responsabilité collective et du génie du cabinet, le gouvernement tente d'étendre la responsabilité à un comité. Les soi-disant sages ne peuvent plus régler le problème. Je doute qu'ils l'aient jamais pu. C'est une situation facile, monsieur l'Orateur, mais je ne doute pas que le comité fera du bon travail, surtout parce que les libéraux n'y seront pas en majorité.

Toutes restrictions imposées à l'économie répugnent à une société libre, à une économie de marché libre, à ceux qui sont épris de liberté et convaincus que le régime sous lequel nous vivons est un des meilleurs du monde. C'est notre opinion et notre conviction car la libre entreprise est un système naturel, fondé sur les lois naturelles. Mais de ce fait même son fonctionnement peut être affecté par ce qui n'est pas naturel—les perversités qui se cachent dans l'homme, les machinations des agglomérations constituées qui dominent à un tel point nos vies actuellement. C'est pour supprimer ces perversités que mon chef a réclamé des remèdes rigoureux pour ramener le Canada au *statu quo ante*.